

SIPRI YEARBOOK 2013

Armaments,
Disarmament and
International
Security

Résumé en français



Conflits et armements : tendance à la stabilisation

Malgré les tensions dans le monde, le nombre de victimes de conflits armés reste bas et les dépenses militaires diminuent légèrement, selon le rapport 2013 de l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm (SIPRI), rendu public le 7 mars 2014. Le contrôle des flux d'armes et des articles à double usage civil et militaire s'avère difficile. La décennie 2002-2011 compte 296 **conflits** : 73 conflits étatiques, dont 37 encore actifs en 2011, et 223 conflits non-étatiques (38). En 2012, le Mali, la Syrie et le Yémen ont été ravagés par les conflits armés, consécutifs au « printemps arabe ». La même année a connu 53 opérations de maintien de la paix avec 233.642 personnels engagés (baisse des effectifs de 10 % en un an). Certains États ont réduit leurs budgets sur ces missions. Le Conseil de sécurité de l'ONU a durci les critères d'évaluation de leur efficacité avant le renouvellement des mandats, après les échecs en Côte d'Ivoire, République démocratique du Congo et Sud-Soudan. Par suite des niveaux élevés de violence sur place, 4 missions ont été clôturées : 3 de l'ONU (Bosnie-Herzégovine, Timor-Leste et Syrie) et 1 de la Ligue des États arabes. A elle seule, l'Afrique a nécessité 17 opérations, dont 9 sous commandement de l'ONU. Les **dépenses militaires** sont estimées à 1.756 Md\$ en 2012, soit une baisse de 0,4 % en un an. Celles de la Russie ont augmenté de 16 % et celles des États-Unis ont diminué de 5,6 %. Les 10 plus grandes entreprises d'armement sont implantées aux États-Unis. En 2012, les révélations sur les virus informatiques Flame et Stuxnet ont attiré l'attention sur la cybermenace. Malgré l'absence de preuves fiables, la Chine, l'Iran, Israël, la Russie et les États-Unis ont été soupçonnés de mener des cyberattaques, soulignant la montée en puissance de l'arme informatique. Les dépenses de cybersécurité dans le monde ont atteint 60 Md\$ en 2011, soit 3,5 % des dépenses militaires totales. Pendant la période 2008-2012, les ventes d'armes dans le monde ont augmenté de 17 % et 5 pays ont totalisé 75 % des exportations : les États-Unis, la Russie, l'Allemagne, la France et ... la Chine, qui a dépassé la Grande-Bretagne ! Début 2013, 8 États disposent de 12.270 **armes nucléaires**, dont 2.000 en alerte opérationnelle élevée : États-Unis, Russie, Grande-Bretagne, France, Chine, Inde, Pakistan et Israël. Ce dernier est à nouveau soupçonné d'avoir développé des missiles de croisière à capacité nucléaire lancés depuis un sous-marin. En 2012, la Chine a mené une série

complète d'essais de missiles pour consolider sa force de dissuasion nucléaire montée sur camions et sous-marins. Tous les États dotés d'une industrie nucléaire civile ont une certaine capacité de production de matières fissiles. Selon le SIPRI, les stocks mondiaux s'élèvent à 1.285 t d'uranium hautement enrichi et 488 t de plutonium (224 t de stocks militaires et 264 t de stocks civils). Quant aux **armes chimiques**, les États-Unis et la Russie n'ont pu respecter l'ultime échéance d'avril 2012 pour achever la destruction de leurs stocks déclarés au titre de la Convention de 1993. Au 31 décembre 2012, 188 États avaient ratifié ou adhéré à cette convention. Enfin, le contrôle des ventes d'armes conventionnelles et des composants civils et militaires implique la réglementation des exportations et du courtage, le transit, le transbordement et le financement. Fin 2012, l'ONU a décrété 13 embargos sur les armes, l'Union européenne 19 et la Ligue des États arabes 1. Le Conseil de sécurité de l'ONU n'a pas réussi à imposer un embargo contre la Syrie, qui reçoit des armes de la Russie et de l'Iran.

Loïc Salmon